



CFAA ET CFPPA D'OCCITANIE

JEUDI 24 JANVIER 2019

- Demain, la libéralisation de la **formation par apprentissage**, censée « libérer » les opérateurs privés des « entraves bureaucratiques » et permettre de développer l'offre de formation dans un contexte de « libre concurrence », menace très directement les centres publics de formation agricole par apprentissage (75 % des apprenti.es aujourd'hui). Ce seront désormais les branches seules, et en leur sein le patronat, qui piloteront le système...
- La définition des **titres et diplômes de toutes les formations professionnelles**, ainsi que celle de leurs contenus, seront elles aussi dans les mains du patronat... Cela touche tous les diplômes et certificats professionnels (CAP, Bac Pro, BTS, etc.), donc aussi les lycées professionnels...
- La **formation continue à destination des salarié.es et des sans-emploi** est, elle, déjà un marché concurrentiel, dans lequel les centres publics tentent de maintenir leur place.

Les CFPPA d'Occitanie, ayant répondu aux appels d'offres de formation continue lancés par la Région, reçoivent depuis le début du mois de janvier 2019 les réponses de la part des services de la Région.

Suite aux premières réponses, nous dénonçons :

- la **privatisation de la formation continue** : les centres publics sont fortement incités par les services de la Région à s'associer à d'autres organismes de formation, privés eux, au risque de « perdre le marché ».
- la **diminution du nombre de places de formation financées** par le Conseil régional qui, si les annonces devaient rester en l'état, conduirait à une nette baisse des produits financiers des centres et au licenciement ou non-renouvellement de contrats de nombreux collègues.

**POUR LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC DE
FORMATION AGRICOLE CONTINUE ET PAR
APPRENTISSAGE
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !**



CFA-CFPPA : les centres de formation agricole par apprentissage et continue publics gravement menacés !

NON à la privatisation de la formation

NON à la diminution de places financées par le Conseil régional dans les CFPPA

NON à la baisse des financements par le Conseil régional

NON aux suppressions d'emplois : c'est un « plan social » de grande ampleur qui se prépare.

**POUR DÉFENDRE NOS EMPLOIS,
NOS CENTRES ET LES FORMATIONS**

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

JEUDI 24 JANVIER 2019